Paris (15e) : au lycée Verlomme, la proviseure, par ailleurs élue municipale PS proche d’Hidalgo, accusée de cacher les violences

06/01/2026 à 11h40



Au lycée technique Roger-Verlomme, dans le XVe arrondissement de Paris, la rentrée de janvier 2026 se déroule dans un climat de forte tension après une tentative d’agression visant une professeure d’anglais. L’enseignante, qui n’a pas repris les cours et attend un transfert, a été prise pour cible fin novembre 2025 par une ancienne élève mineure, exclue définitivement de l’établissement mais toujours présente à ses abords malgré une mesure d’éloignement.

Les faits trouvent leur origine dans un conseil de discipline tenu le 4 novembre, au cours duquel la professeure avait témoigné contre cette élève de première. Selon plusieurs enseignants, la lycéenne avait auparavant insulté un camarade, lui avait jeté une trousse au visage, arraché cet objet des mains de l’enseignante pour le relancer, et aurait également frappé une autre élève en dehors du lycée. Exclue à l’issue de la procédure, elle aurait laissé entendre qu’elle se vengerait.

Trois semaines plus tard, alors que la professeure sort du

lycée, l'ancienne élève l'interpelle en criant « je te déteste » et se rue sur elle, vraisemblablement pour la frapper. L'agression est évitée grâce à l'intervention d'un élève qui s'interpose. L'enseignante parvient à fuir mais se dit traumatisée. Deux autres professeurs sont également en arrêt après des bagarres et incidents survenus dans leurs classes.

Au-delà de cet épisode, plusieurs enseignants décrivent un climat d'insécurité durable, évoquant des conseils de discipline vécus comme anxiogènes et un sentiment d'isolement face à des élèves jugés violents ou susceptibles de représailles. Ils mettent directement en cause la gestion de la proviseure, **Maya Akkari**, qu'ils accusent de minimiser les incidents et de « cacher les problèmes sous le tapis » afin de préserver l'image de l'établissement.

Cette critique est renforcée par le fait que la cheffe d'établissement est également élue au sein de la majorité de gauche à la mairie de Paris, où elle est chargée de la commission dédiée aux écoles. Une double fonction qui, selon certains enseignants, alimente un sentiment de déni institutionnel des violences. Un proche de la direction avance au contraire que « les torts sont parfois partagés », suggérant que certains professeurs chercheraient à provoquer des incidents pour obtenir une mutation, des propos vivement contestés par le corps enseignant.

Le rectorat affirme de son côté que les faits ont été immédiatement signalés et met en avant une amélioration des indicateurs scolaires, tout en niant un regain de tensions. Les enseignants, eux, estiment que les violences se sont en partie déplacées à l'extérieur du lycée. Déjà en octobre 2023, ils avaient exercé leur droit de retrait après le jet d'une bombe au poivre dans une classe. Un mouvement de grève est désormais envisagé.

Le Parisien